

Unité Inter-Départementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49124 Saint-Barthélemy-d'Anjou

Saint-Barthélemy-d'Anjou, le 20 février 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SARREL PNA

38 rue Paul Chevallier
BP 6
72260 Marolles-Les-Braults

Références : 2025-0813
Code AIOT : 0006301171

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/11/2025 dans l'établissement SARREL PNA implanté 38 RUE PAUL CHEVALLIER 72260 MAROLLES-LES-BRAULTS. L'inspection a été annoncée le 02/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARREL PNA
- 38 RUE PAUL CHEVALLIER 72260 MAROLLES-LES-BRAULTS
- Code AIOT : 0006301171
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

L'établissement exploite des installations de traitements de surfaces. L'établissement est classé SEVESO seuil haut par la règle de cumul des substances dangereuses utilisées et stockées.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 PFAS TOP 99%
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	PFAS - surveillance des rejets	AP Complémentaire du 08/04/2025, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	PFAS - Étude technico-économique	AP Complémentaire du 08/04/2025, article 3	Demande d'action corrective	31/03/26
3	PFAS- compatibilité milieu	AP Complémentaire du 08/04/2025, article 4	Demande d'action corrective	31/03/26
4	Conformité des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 24/11/1998, article 4.5.3, arrêté du 30/06/06	Demande d'action corrective	1 mois
5	Surveillance des substances dangereuses dans l'eau	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, articles 20 et 34	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Compatibilité milieu macropolluant - analyse technico-économique	Arrêté Préfectoral du 22/01/2018, article 3	Demande d'action corrective	2 mois
7	Compatibilité milieu micropolluant	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 22-2	Demande d'action corrective	2 mois
8	PFAS et rejets d'eaux pluviales	Arrêté Ministériel du 20 juin 2023	Demande d'action corrective	1 mois
9	Mesure du débit	Arrêté Préfectoral du 24/11/1998, articles 4.5.3.3.2 et 4.5.3.3.3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection réalisée le 25/11/2025 avait pour objectif de contrôler le respect des dispositions de l'arrêté du 8 avril 2025 relatif à la surveillance des composés PFAS dans les rejets et la réalisation d'une étude technico-économique visant à supprimer voire réduire les rejets de PFAS.

La visite d'inspection a mis en évidence que l'exploitant avait réalisé les prélèvements et analyses en mai, juin, septembre 2025. Les résultats ont été déclarés sous GIDAF. Les analyses sur les composés

de dégradation réglementés dans l'arrêté du 8 avril 2025 sont en cours. L'absence d'analyses en juillet et août est expliquée par l'exploitant par la réalisation de tests. L'inspection a rappelé à l'exploitant la nécessité de réaliser les contrôles mensuellement.

2 produits contenant des PFAS, et en particulier le 6:2 FTS sont utilisés sur site, d'une part pour la phase d'attaque, et d'autre part pour la phase de dépôt de chrome.

Concernant la phase chromage, l'exploitant a réalisé des tests avec des produits de substitution. Une des chaînes est en cours de conversion. L'autre chaîne est à l'arrêt.

Concernant la phase d'attaque, la substitution est en cours d'étude. Le calendrier annoncé par l'exploitant est l'achèvement des travaux en fin d'année 2025, avec mise en place des essais mi-janvier, essais pouvant durer 2 mois.

Enfin, concernant l'étude technico-économique attendue. L'exploitant indique que cette étude est en cours en vue d'évaluer une solution de traitement sur charbon actif. Les tests en laboratoire ont démarré sur les effluents de rejet du site, qui seront ensuite suivis d'une phase pilote. Compte tenu du plan d'action présenté par l'exploitant, il est proposé une prorogation du délai de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 8 avril 2025 de 8 mois pour la remise de l'étude technico-économique de réduction.

2-4) **Fiches de constats**

N° 1 : PFAS - surveillance des rejets

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 08/04/2025, article 2				
Thème(s) : Risques chroniques, PFAS - surveillance des rejets				
Prescription contrôlée :				
Sous un délai de 15 jours, l'exploitant transmet à l'inspection les coordonnées du point de rejet au milieu naturel.				
L'exploitant est tenu de faire procéder à des prélèvements de ses effluents industriels et leur analyse a minima pour les substances PFAS énumérées ci-dessous. <u>Le premier prélèvement est réalisé sous un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté.</u>				
L'exploitant transmet le justificatif à l'inspection des installations classées sous 7 jours suivant sa réalisation.				
<u>Sous 1 mois maximum suivant le prélèvement, l'exploitant transmet à l'inspection le rapport de mesure.</u>				
L'analyse doit porter sur les paramètres suivants selon les fréquences indiquées :				
- L'estimation de la quantité totale de substances PFAS présente, en équivalent fluorure, par l'utilisation de la méthode indiciaire par adsorption du fluor organique (AOF) : mesures une fois par mois pendant 6 mois puis <u>une fois par trimestre, sauf avis contraire de l'inspection.</u>				
- chacune des substances suivantes :				
Nom de la substance	Abréviation	n°CAS	Code sandre	Fréquence
Acide perfluorooctane	PFOS	1763-23-1	6561	mesure mensuelle

sulfonique ⁽¹⁾				pendant 6 mois à compter de la notification du présent arrêté puis une fois par trimestre
6:2-Fluorotelomer sulfonic acid ⁽¹⁾	6.2 FTSA	27619-97-2	7893	
Acide perfluorohexanoïque ⁽¹⁾	PFHxA	307-24-4	5978	
Acide perfluoroheptanoïque ⁽¹⁾	PFHpA	375-85-9	5977	
Acide perfluoropentanoïque ⁽¹⁾	PFPeA	2706-90-3	5979	
Acide perfluorobutanoïque ⁽¹⁾	PFBA	375-22-4	5980	
Autres produits de dégradation du 6.2 FTSA	- 4:3 FTCA, 5:3 FTCA (FPePA), 6:2 FTCA, 6:2 FTUA, 5:2 fluorotélomère cétone, 5:2 sFTOH*	3 campagnes de surveillance consécutives		

* liste susceptible d'être ajustée après accord de l'inspection

Pour les mesures à fréquence trimestrielle, les prélèvements sont effectués par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation pour le prélèvement.

Pour les mesures plus fréquentes, l'exploitant peut réaliser le prélèvement au moyen de son dispositif de suivi régulier des rejets. L'exploitant tient à disposition de l'inspection la décision relative à l'agrément du dispositif de suivi régulier des rejets qui lui aura été délivrée par l'agence de l'eau ainsi que les derniers rapports de diagnostic de fonctionnement du dispositif.

Les analyses sont effectuées par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation. Le précédent alinéa n'est pas applicable pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF).

Les prélèvements et les analyses sont réalisés conformément à l'avis en vigueur sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement.

Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation. Les prélèvements sont effectués au point de rejet aqueux avant toute dilution avec

d'autres effluents.

Les prélèvements sont réalisés à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures asservi au débit.

Pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF), une limite de quantification de 2 µg/L est respectée.

Pour chacune des substances PFAS signalées par un ⁽¹⁾, une limite de quantification de 100 ng/L est respectée.

Les analyses réalisées doivent permettre de quantifier la concentration précise des composés PFAS présents dans l'échantillon. Tout résultat indiquant un seuil minimal de concentration est non conforme au regard du présent arrêté.

L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, ainsi que les bordereaux d'analyses, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.

L'exploitant réalise une veille scientifique et technique sur les mécanismes de dégradation du 6.2 FTSA. Toute nouvelle substance de dégradation est intégrée à la surveillance décrite ci-dessus.

A l'issue des 3 campagnes consécutives réalisés sur les produits de dégradation complémentaires, l'exploitant propose à l'inspection une surveillance de ces composés en fonction des résultats obtenus.

Constats :

L'exploitant a réalisé des prélèvements et analyses en mai, juin, septembre 2025. Les résultats ont été déclarés sous GIDAF.

L'exploitant a réalisé les prélèvements au moyen de son propre dispositif de prélèvement. Cela est permis par l'arrêté préfectoral sous réserve d'un agrément au titre du suivi régulier des rejets (SRR). Le rapport de validation périodique du dispositif a été fourni par l'exploitant (Rapport n° MS23-03076.011 - Mai 2023). L'exploitant a indiqué que le prochain contrôle aura lieu le 19/12/25.

Les analyses ont porté sur les paramètres suivants: AOF, PFBA (acide perfluorobutanoïque), PFHpA (acide perfluoroheptanoïque), PFHxA (acide perfluorohexanoïque), PFOS (perfluorooctanesulfonique), PFPeA (acide perfluoropentanoïque), H4PFOS (6:2 FTS).

Les analyses ont été effectuées par le laboratoire IANESCO à Poitiers qui est accrédité COFRAC N° 1-6209 rév. 2 pour l'analyse des PFAS ci-dessus.

Les autres produits de dégradation du 6.2 FTSA mentionnés dans l'arrêté préfectoral n'ont pas été mesurés. Il a été mentionné que certaines techniques d'analyses n'étaient pas disponibles.

L'exploitant a indiqué avoir commandé ces analyses.

L'exploitant n'a pas réalisé de prélèvement en juillet et août alors qu'une surveillance mensuelle devait être réalisée les 6 premiers mois. L'exploitant indique qu'il a testé à partir de juillet un produit de substitution pour la phase "dépôt de chrome" et que par conséquent il a décidé de ne pas réaliser de prélèvement et analyses pendant cette phase de test. D'autre part, il précise qu'en août le site a été fermé 3 semaines.

L'exploitant aurait dû réaliser une analyse même en phase de test afin de vérifier les niveaux d'émissions dans ses rejets. L'exploitant s'est engagé à réaliser les deux campagnes manquantes en novembre et décembre.

Il a été constaté que les limites de quantification ne figurent pas dans les rapports d'essais des laboratoires d'analyses.

Les rapports d'analyses en juin et septembre n'étaient pas joints dans GIDAF.
<p><i>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</i></p> <p>Il est demandé à l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de demander à son laboratoire de faire figurer les limites de quantification dans les rapports d'essais d'analyses. - de communiquer les rapports d'analyses dans GIDAF systématiquement, - de réaliser les deux campagnes manquantes.
<i>Type de suites proposées :</i> Avec suites
<i>Proposition de suites :</i> Demande de justificatif à l'exploitant
<i>Proposition de délais :</i> 1 mois

N° 2 : PFAS - Étude technico-économique

<i>Référence réglementaire :</i> AP Complémentaire du 08/04/2025, article 3
<i>Thème(s) :</i> Risques chroniques, Étude technico-économique
<p><i>Prescription contrôlée :</i></p> <p><i>Sous un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté,</i> l'exploitant réalise une étude technico-économique visant à supprimer, sinon réduire les flux de PFAS dans les rejets de l'installation.</p> <p>L'objectif est d'étudier les solutions pour réduire voire supprimer les flux de PFAS au niveau le plus bas techniquement possible. Seront notamment étudiées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les solutions de substitution ; - les solutions de modification du process pour limiter les rejets de cette substance ; - les solutions de traitement des rejets intermédiaire et finaux ou leur évacuation en tant que déchets. <p>Les résultats de cette étude sont transmis à l'inspection des installations classées accompagnés d'un plan d'action présentant les solutions retenues, les objectifs de réduction voire de suppression des rejets en PFAS et d'un échéancier de réalisation.</p> <p>L'étude présente également l'origine et la caractérisation des sources de rejets des substances étudiées en qualité et en quantité dans le process. Le plan de prélèvement mis en œuvre au sein du procédé à cette fin (localisation, nombre de mesures, paramètre(s), mode d'échantillonnage) et les résultats des mesures réalisées seront fournies.</p>
<p><i>Constats :</i></p> <p>2 produits contenant des PFAS, et en particulier le 6:2 FTS sont utilisés sur site:</p> <ul style="list-style-type: none"> - les produits "mouillant CR" ou "PM941" utilisés pour la phase d'attaque (80 % estimé des émissions en PFAS). L'exploitant précise que les produits PM941 et mouillant CR contiennent la même molécule. - les produits "mouillant CR" ou "PM941" utilisés pour la phase dépôt de chrome (20 % estimé des émissions en PFAS). <p><u>Étape de chromage</u> (concerne la chaîne 9 - chaîne 2 à l'arrêt. cf ci-dessous)</p> <p>Depuis fin juin, l'exploitant a réalisé des tests avec 2 produits de substitution pour la phase</p>

chromage. L'exploitant n'approvisionne plus le bain de la chaîne 9 avec le produit initial (mouillant CR). A ce stade le bain est constitué d'un mélange avec le produit initial contenant des PFAS et le nouveau produit.

La chaîne 2 est à l'arrêt depuis 2 mois mais pas de façon définitive. L'exploitant indique que si elle doit redémarrer à court terme, elle le sera dans les mêmes conditions que celle de son arrêt (bains contenant des PFAS) pour des petites productions de pièces non réalisables sur l'autre chaîne (vingtaine de barres par mois). L'exploitant indique que si la chaîne 9 est en limite de capacité de production, la reprise de la chaîne 2 pourrait être envisagée afin d'assurer la charge de production.

Étape attaque:

Concernant la phase d'attaque (chaîne 9), la substitution consiste à l'utilisation d'un autre produit. Cette substitution nécessite l'ajout d'un bain spécifique (cuve à 2 compartiments sans augmentation du volume existant initial du bain), et des modifications du process existant et en particulier un aménagement de la cuve existante, l'installation d'un chauffage, d'une filtration, réducteur, modification de l'agitation... L'exploitant indique qu'une étude est en cours de finalisation pour la modification de ces équipements.

Le calendrier annoncé par l'exploitant est l'achèvement des travaux en fin d'année 2025, avec mise en place des essais mi-janvier, essais pouvant durer 2 mois.

L'attention de l'exploitant a été attirée sur l'importance du nettoyage des installations.

Visite de terrain:

La visite de terrain a permis de constater qu'un stockage de mouillant CR était conservé sur site.

Étude technico-économique de réduction dans les rejets

L'exploitant indique qu'il a mandaté une société pour la réalisation d'une étude visant à évaluer une solution de traitement des rejets du site sur charbon actif. La première étape de cette étude consiste en la réalisation de tests en laboratoire. Ces derniers ont démarré. Les PFAS analysés sont les 20 + 8 PFAS de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 et le 6:2 FTSA. L'attention de l'exploitant a été attirée sur la nécessité d'étendre aux autres PFAS qui seraient suivis au titre de la redevance agence de l'eau. La seconde étape consistera en une expérimentation phase pilote.

Conclusion: Pour l'étape de chromage, l'exploitant a réalisé la substitution des 2 produits contenant des PFAS par l'utilisation d'un nouveau produit. Concernant l'étape d'attaque, les travaux de substitution sont en cours (travaux fin 2025 avec phase de test au premier trimestre). A l'issue du 1^{er} trimestre 2026, l'exploitant disposera d'une vision plus large concernant la substitution des produits PFAS sur la chaîne 9 toujours en activité et sur les résultats de l'étape de traitement des rejets (étude technico-économique de réduction dans les rejets). Le délai imposé pour la remise de l'étude technico-économique de réduction dans l'arrêté préfectoral complémentaire était de 3 mois (soit juillet 2025). Compte tenu du plan d'action présenté par l'exploitant, il est proposé une prorogation du délai de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 8 avril 2025 de 8 mois pour la remise de l'étude technico-économique de réduction.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Étude de réduction des PFAS:

Il est demandé à l'exploitant de communiquer à l'inspection avant le 31 mars 2026 l'étude de réduction prévue à l'article 3 de l'arrêté du 8 avril 2025. L'exploitant doit informer l'inspection de l'avancement de son plan d'action.

Chaîne 2: L'étude technico-économique visée ci-dessus doit intégrer l'étude de la substitution des produits PFAS sur la chaîne 2..

Par ailleurs, l'exploitant doit justifier qu'il dispose des autorisations requises au titre de REACH (usage chrome 6) pour l'usage qu'il souhaite maintenir sur la chaîne 2. <u>Stock de mouillant CR</u> : Ce produit n'est plus destiné à être utilisé sur site. Il doit être éliminé ou repris par le fournisseur.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 31 mars 2026

N° 3 : PFAS- compatibilité milieu

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 08/04/2025, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, compatibilité milieu
Prescription contrôlée : Pour chaque substance disposant d'une NQE, l'exploitant transmet à l'inspection sous un délai de 3 mois le calcul des niveaux d'émissions compatibles avec le bon état du milieu récepteur (à l'étiage) et les compare avec les niveaux d'émissions moyens et maximums rejetés par le site.
Constats : L'exploitant indique qu'il a consulté les entreprises pour réaliser cette étude. Il va traiter les devis reçus.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de transmettre cette étude avant le 31 mars 2026.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 31 mars 2026

N° 4 : Conformité des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/11/1998, article 4.5.3
Thème(s) : Risques chroniques, Conformité des rejets aqueux
Prescription contrôlée : 4.5.3.3.2.1. Concentration et flux Les concentrations sont fixées sur la base d'une consommation de 6 litres/m ² /fonction de rinçage. (modifié par APC N° 10.3381 du 14 juin 2010) Concentration maximale journalière: MES: 15mg/l et 4,5 kg/j DCO: 300 mg/l et 90 kg/j Nitrites: 27 mg/l et 9 kg/j Phosphore total: 13,3 mg/l et 4,5 kg/j Cuivre: 0,5 mg/l et 0,16 kg/j chrome 6: 0,1 mg/l Chrome III: 0,2 mg/l et 0,09 kg/j Nickel: 0,6 mg/l et 0,27 mg/l

+ arrêté du 30 juin 2006 Phosphore : 10 mg/l si rejet > 20g/j Nitrites : 20 mg/l si rejet > 40g/j
Constats : L'examen des résultats de GIDAF de septembre 2024 à septembre 2025 met en évidence : - la conformité des rejets en concentration et en flux pour les paramètres suivants: DCO chrome 6, nickel, chrome, cuivre, fer, chrome 3, suivis quotidiennement. - plusieurs dépassements de la valeur limite en phosphore de 10mg/l suivis quotidiennement avec des dépassements > 10 % du nombre de valeurs mensuelles en octobre 2024 et mars 2025. - la conformité des rejets en nitrites par rapport à la VLE de 20 mg/l à l'exception d'un unique dépassement sur la période (surveillance hebdomadaire).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant une vigilance accrue sur les émissions en phosphore.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : /

N° 5 : Surveillance des substances dangereuses dans l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, articles 20 et 34
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des substances dangereuses dans l'eau
Prescription contrôlée : Article 20: Sans préjudice des dispositions précédentes, les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent par ailleurs les valeurs limites de concentration suivantes, selon le flux journalier maximal autorisé. 1- Polluants spécifiques du secteur d'activité Polluants spécifiques: chloroforme : 1 mg/l 2- Autres substances dangereuses entrant dans la qualification de l'état des masses d'eau Dichlorométhane : 50 µg/l au delà de 1g/j PFOS:25µg/l Article 34: Concernant les rejets des autres substances dangereuses, lorsque les seuils définis ci-dessous sont dépassés en contributions nettes, l'exploitant réalise les mesures suivantes sur ses effluents aqueux : - chloroforme: trimestrielle si > 20g/j, mensuelle si > 100g/j - Autre substance dangereuse identifiée par une étoile à l'article 20.I-2: trimestrielle si > 2g/j, mensuelle si > 5g/j - Autre substance dangereuse visée à l'article 20.I-2: trimestrielle si > 20g/j, mensuelle si > 100g/j
Constats :

<p>L'exploitant a déclaré un résultat sur le paramètre dichlorométhane en décembre 2024, mars , juin, septembre 2025 à 0.</p> <p>L'exploitant a déclaré des résultats sur le paramètre chloroforme mensuellement sauf en avril 2024, novembre 2024 et février 2025. Le flux maximum enregistré sur la période 2024- septembre 2025 est 245 g/j en décembre 2024. Les résultats déclarés montrent le respect de la valeur limite en concentration pour ce paramètre. L'absence de surveillance mensuelle constitue une non-conformité à l'article 34 de l'arrêté du 30 juin 2006..</p> <p>En 2024, l'exploitant n'a pas déclaré dans GIDAF de résultats en PFOS (surveillance trimestrielle), ce qui constitue une non-conformité (surveillance trimestrielle requise). Le PFOS a été mesuré au titre des campagnes menées en application de l'arrêté du 20 juin 2023 (10/23, 11/23, 12/23) et est réglementé par l'arrêté préfectoral complémentaire du 8 avril 2025 (cf point de contrôle n°1).</p>
<p><i>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</i></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de fournir les bordereaux d'analyses des mesures effectuées en avril 2024, novembre 2024 et février 2025 concernant le paramètre chloroforme.</p> <p>L'exploitant doit se conformer à la surveillance mensuelle du chloroforme conformément à l'article 60 de l'arrêté du 2 février 1998.</p>
<p><i>Type de suites proposées :</i> Avec suites</p>
<p><i>Proposition de suites :</i> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><i>Proposition de délais :</i> 1 mois</p>

N° 6 : Compatibilité milieu macropolluant - analyse technico-économique

<p><i>Référence réglementaire :</i> Arrêté Préfectoral du 22/01/2018, article 3</p>
<p><i>Thème(s) :</i> Risques chroniques, Compatibilité milieu macropolluant - analyse technico-économique</p>
<p><i>Prescription contrôlée :</i></p> <p>Article 3: Analyse technico-économique des solutions envisageables</p> <p>Dans le cas où les valeurs limites d'émission définies à l'issue de l'étude d'incidence sont incompatibles avec les rejets actuels de l'installation, une étude technico-économique précise les solutions techniques et/ou organisationnelles retenues pour atteindre ces valeurs et ce à un coût économiquement acceptable. L'étude technico-économique est remise à l'inspection sous 15 mois à compter de la notification du présent arrêté.</p>
<p><i>Constats :</i></p> <p>Cf. constats de la précédente visite d'inspection. L'étude de compatibilité a mis en évidence l'incompatibilité des normes de rejet actuelles avec les flux admissibles par le milieu en période d'étiage pour les paramètres phosphore total et nitrites.</p> <p>Il a été demandé à l'issue de la visite d'inspection de 2023 portant sur le sujet eau de mettre en place une surveillance milieu en période d'étiage sur les paramètres nitrites et phosphore en amont et en aval de son point de rejet dans l'Orne Saonoise (cf point de contrôle "surveillance milieu") conformément à l'article 4.5.3.3.2.2 de l'arrêté préfectoral du 24/11/1998 et de transmettre à l'inspection l'étude engagée concernant les paramètres phosphore et nitrites comprenant des propositions permettant d'obtenir une compatibilité milieu.</p>

<p>L'exploitant a réalisé une surveillance dans l'Orne saonoise de 4 mesures entre juin et septembre 2024 en amont et en aval du point de rejet.</p> <p>Les résultats ne montrent pas de dépassement de la valeur seuil de bon état pour le phosphore et nitrites (VSBE) en amont et en aval du rejet.</p> <p>L'étude remise par l'exploitant qui date d'avril 2024 conclue :</p> <ul style="list-style-type: none"> - concernant le phosphore: <i>préconisations pour l'optimisation du traitement épuratoire par ajout de chlorure ferrique/chlorure de calcium, test de l'arrêt de l'envoi des rinçages aspersion (nickel chimique et cuivre pyro) en station pour examen de l'impact réel sur les rejets en phosphore.</i> - concernant les nitrites: <i>modification du fonctionnement de la station par : Réduction du temps de présence des boues dans le décanteur, Agitation air comprimé dans l'épaississeur, Aération de surface des 2 bassins extérieurs, Injection d'eau de javel en amont du filtre à sable, Injection d'un biocide réducteur en cheminée du décanteur et en amont direct des 2 bassins extérieurs, Modification des rinçages courants après démétallisation (création d'une cascade double), Test de l'arrêt de l'envoi des bains usés de démétallisation et des rinçages aspersion après démétallisation en station pour examen de l'impact réel sur le rejet en nitrites/nitrates.</i>
<p><i>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</i></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de poursuivre la surveillance dans le milieu en amont et en aval du point de rejet dans le milieu récepteur des paramètres suivants: nitrites, phosphore</p> <p>L'inspection propose d'encadrer la surveillance dans le milieu de ces paramètres par arrêté préfectoral complémentaire. Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire est élaboré en ce sens.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de présenter les actions réalisées et/ou envisagées suite aux préconisations de l'étude d'avril 2024.</p>
<p><i>Type de suites proposées :</i> Avec suites</p>
<p><i>Proposition de suites :</i> Demande d'action corrective</p>
<p><i>Proposition de délais :</i> 2 mois</p>

N° 7 : Compatibilité milieu micropolluant

<p><i>Référence réglementaire :</i> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 22-2</p>
<p><i>Thème(s) :</i> Risques chroniques, Compatibilité milieu micropolluant</p>
<p><i>Prescription contrôlée :</i></p> <p>« 2° Le fonctionnement de l'installation est compatible avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement. Il respecte également la vocation piscicole du milieu récepteur et les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux.</p>
<p><i>Constats :</i></p> <p>Cf. constats de la précédente visite d'inspection.</p> <p>Dans le cadre de l'élaboration du PAOT (plan d'action opérationnel territorialisé) déclinant le programme de mesures du SDAGE 2022-2027, la société a été ciblée comme devant faire l'objet d'un examen approfondi de la compatibilité milieu des rejets en micropolluants sur l'état de la masse d'eau. La masse d'eau de rejet l'Orne Saonoise FRGR0471 est déclassée</p>

chimiquement. D'autre part, une dégradation en nickel a été constatée dans les sédiments et dans l'eau (concentrations supérieures aux seuils réglementaires) à la station 04114250 – Malherbe à Disse-sous-Ballon en aval du rejet (mesures 2016). Concernant l'état écologique il était classé moyen en 2020, il est actuellement classé médiocre.

Il a été demandé à l'issue de la visite d'inspection de 2023 portant sur le sujet eau de mettre en place une surveillance milieu en période d'étiage sur les paramètres nickel, cuivre, chrome, chloroforme en amont et en aval de son point de rejet dans l'Orne Saonoise (cf point de contrôle n°10) conformément à l'article 4.5.3.3.2.2 de l'arrêté préfectoral du 24/11/1998 et d'identifier la pertinence des milieux biote et sédiments pour la mise en œuvre d'une surveillance sur ces compartiments.

L'exploitant a réalisé une surveillance dans le cours d'eau de 4 mesures entre juin et septembre 2024. Les résultats ne montrent pas de dépassements de la norme de qualité environnementale NQE ou de la valeur seuil de bon état en amont et en aval sur les paramètres chrome, nickel.

Concernant le chloroforme, un dépassement de la NQE est observé en aval sur 1 mesure/4 sans que la NQE soit dépassée en amont.

Concernant le cuivre, la NQE est dépassée sur 1 mesure/4 mais cette NQE était déjà dépassée en amont.

Une augmentation entre l'amont-aval est clairement observée (au moins 3 mesures sur 4) sur les paramètres chloroforme, chrome et cuivre.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de poursuivre la surveillance dans le milieu en amont et en aval du point de rejet dans le milieu récepteur des paramètres suivants: chrome, nickel, cuivre, chloroforme.

L'inspection propose d'encadrer la surveillance dans le milieu de ces paramètres par arrêté préfectoral complémentaire ainsi que d'encadrer la réalisation d'une étude de compatibilité milieu sur les micropolluants.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : PFAS et rejets d'eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 20 juin 2023, article 3

Thème(s) : Risques chroniques, PFAS et rejets d'eaux pluviales

Prescription contrôlée :

L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.

Cette campagne porte sur :

1° L'estimation de la quantité totale de substances PFAS présente, en équivalent fluorure, par

l'utilisation de la méthode indiciaire par adsorption du fluor organique (AOF) ; 2° L'analyse de chacune des substances suivantes : 20 PFAS 3° : + 8PFAS
Constats : Visite terrain : il a été constaté le jour de la visite la présence en extérieur d'un stockage des supports dédiés aux activités de traitement de surface. Ces supports sont susceptibles d'être contaminés par la substance PFAS présente dans le bain. Les eaux pluviales qui ruissellent sur ces supports sont susceptibles d'être contaminées.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de réaliser 3 campagnes de mesure des 28 PFAS de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 + le 6.2 FTSA au niveau du point de rejet des eaux pluviales transitant sur cette zone.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Mesure du débit

Référence réglementaire : Arrêté du 24/11/1998, articles 4.5.3.3.2 et 4.5.3.3.3
Thème(s) : Risques chroniques, Mesure du débit
Prescription contrôlée : Le débit journalier est mesuré. Mesure du débit en continu.
Constats : Constat sur site : La pompe de rejet n'était pas active au moment de l'inspection mais pourtant le débitmètre affichait des données.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de justifier des contrôles de vérification du bon fonctionnement du débitmètre en transmettant à l'inspection le compte rendu du dernier contrôle.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois